

# Mobilisation du 31 mai :

## La CGT Finances Publiques 31 s'exprime !



**D**epuis plus de trois ans et demi, les syndicats CGT de la Fonction Publique se battent avec acharnement contre l'ensemble des mesures régressives contenues dans la RGPP.

**Que nous soyons fonctionnaires, salarié(e)s du privé, retraité(e)s, privé(e)s d'emploi et jeunes, nous payons le prix fort des politiques gouvernementales et patronales, toutes entières dédiées aux intérêts des marchés financiers :**

- **Suppressions d'emplois, licenciements, mobilité forcée et chômage**
- **Précarité, gel des rémunérations, bas salaires, vie chère et chute du pouvoir d'achat**
- **Casse de la protection sociale, des retraites et des services publics**
- **Privatisation et externalisation**
- **Attaque contre les droits collectifs et les garanties statutaires**
- **Souffrance au travail**

En raison de ses choix délibérés et désastreux, la situation salariale dans la Fonction Publique atteint un niveau de dégradation historique.

**Pour la première fois depuis la Libération, les agents de la Fonction publique se voient imposer deux années consécutives de gel de la valeur du point d'indice. Celui-ci a perdu désormais plus de 10 % de son pouvoir d'achat depuis 2000. Rappelons simplement qu'entre 2005 et 2009, un agent(e) de catégorie C de la DGFIP a perdu en moyenne l'équivalent de un mois de salaire en matière de pouvoir d'achat.**

Malgré tout et contre toute logique, le gouvernement s'efforce de faire croire que sa politique salariale garantirait le pouvoir d'achat des agents. Cette affirmation baroque et malhonnête est démentie chaque mois au bas de la fiche de paie des fonctionnaires et régulièrement contredite par les chiffres officiels.

- **La vérité, c'est que la politique salariale du gouvernement ampute notre pouvoir d'achat et qu'elle nie le principe de carrière et la notion même de reconnaissance des qualifications.**
- **La vérité, c'est que la politique globale du gouvernement rationne l'intervention publique et la met au service du profit et des plus fortunés.**

**C'est pourquoi, les organisations syndicales exigent une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice, suivi de l'ouverture d'une véritable négociation sur :**

- **Les mesures de rattrapage ;**
- **Une revalorisation de la grille indiciaire ;**
- **Une amplitude salariale d'au moins 1 à 2 pour une carrière complète.**

**Pour ce faire, les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC et CGC ont choisi d'appeler l'ensemble des agents à se mobiliser le mardi 31 mai prochain, sous toutes les formes locales ou sectorielles les plus appropriées.**

**En Haute-Garonne, les Unions Départementales de la CGT, CFDT, FSU, UNSA et SOLIDAIRES ont décidé de deux temps forts :**

**Manifestation à 10h30 : Place du Capitole**

**Rassemblement à la Préfecture à partir de midi**

- Prenant acte de ses propositions, la CGT Finances Publiques 31 appelle les collègues à participer massivement au rassemblement organisé à la Préfecture (prévu sur la plage méridienne).
- En l'absence d'appel ferme à la grève formulé par l'ensemble des organisations syndicales, sur le plan central et unitaire, la CGT Finances Publiques 31 préconise pour les collègues qui souhaiteraient participer à la manifestation de poser une journée de congés ou d'ARTT.

**Nous n'en resterons pas là pour autant !**

Alors que dans les officines diplomatiques, on s'active pour trouver « un nouveau chef du FMI », tous les pays d'Europe subissent de plein fouet des cures d'austérités d'une violence sociale inégalée.

En Grèce, en Espagne, au Portugal, au Royaume-Uni et en Hongrie (pour ne citer que quelques pays), les peuples ripostent !!!

En France, à l'automne dernier, nous étions des millions dans les rues, engagés dans les actions de grève et de blocage de l'économie, pour obtenir le retrait de la loi sur les retraites.

**Dans toutes les grandes mobilisations sociales, les collègues des Impôts et du Trésor de la DGFIP de Haute-Garonne ont répondu présent :**

- En 2008, contre la loi sur la mobilité et le rapport SILICANI, prélude à la PFR.
- En 2009, pour refuser de payer les effets d'une crise financière dont ils n'étaient nullement responsables.
- En 2010 contre la réforme des retraites et face à PARINI à LABEGE
- En Janvier 2011 pour dire BASTA aux suppressions d'emplois et arracher l'affectation de 17 emplois supplémentaires pour la filière gestion publique.

**Pour la CGT FINANCES PUBLIQUES 31, plus que jamais, l'heure est à la construction d'un front social et unitaire rassemblant l'ensemble des salarié(e)s pour imposer la satisfaction de toutes les revendications et mettre un coup d'arrêt définitif aux contre-réformes liquidatrices entreprises.**

**C'est fort de cette conviction, que la CGT FINANCES PUBLIQUES 31 entend travailler pour imposer dès le mois de Septembre, une mobilisation sociale capable de renverser le rapport de force et gagner sur toutes les revendications portant notamment sur l'emploi, les salaires et les retraites.**